

LES BALKANS VERS L'ADHESION A L'UNION EUROPEENNE

LASZLO VERTESY

Le terrain est sous-développé du point de la vue de l'économie et de l'infrastructure. Les Balkans et, en dedans de cela, sa partie de l'Ouest est l'une des régions les moins avancées en ce qui concerne toutes les indices économiques, et internationalement on le trouve parmi les pays pauvres. En Europe seulement une partie des pays, anciens membres de l'ex-Union Soviétique et, dans les autres parties du monde, il n'y a qu'un part des anciens colonies qui ne pouvaient pas rejoindre et montrent des résultats aussi faibles.

En réalité les Balkans de l'Ouest est la région la moins intégrée et stable du continent et, de plusieurs points de vue, elle est très arriérée. Il est redoutable qu'avec l'avancement de l'intégration européenne cet abîme grandit encore plus. Cela semble être justifié par le fait qu'en 2004 et en 2007 lors de l'élargissement de l'Union Européenne (UE) ce territoire a été omis et comme ses pays voisins s'y sont adhésés, le précipice a augmenté et, en conséquence de cela, les déficiences régionales se sont fortifiées.

Bruxelles catégorise les pays en deux groupes :

- les pays candidats, c'est-à-dire la Croatie, la Macédoine (officiellement la République Macédonienne de l'ancienne Yougoslavie ; selon les habitants le Makédoine qui n'est pas à confondre avec une région grecque appelée toute pareille) et la Turquie ;
- les pays candidats potentiels, alors l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine (précisément la Bosnie et l'Herzégovine) ; le Monténégro, la Serbie et le Kosovo (celui-ci pourrait être membre au terme du décret numéro 1244 du Conseil de Sécurité).

Les pays de cette région étaient sous le pouvoir de l'Empire Ottoman jusqu'au dernier quart du 19^e siècle ou plutôt jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, et de cette façon cela a affecté décisivement leur développement économique. Les premiers signes du capitalisme se sont montrés au début du 19^e siècle mais essentiellement dans une mesure plus petite que chez les pays de l'Europe Centrale. À cause des dépenses énormes de la guerre cymienne, l'Empire Ottoman – pour la première fois dans son histoire, en 1854, a prêté de l'argent de l'étranger – et à partir de ce moment-là les difficultés économiques ont apparu continuellement.

Le territoire se constitue de deux parties : il est divisé par la ligne théodosienne. La partition (plus exactement, le *limes*) qu'il a laissée comme héritage à ses fils en 395, à Arcadius et à Honorius. Cette ligne sépare précisément les deux cultures et civilisations de nos jours comme autrefois : les orthodoxes et les Occidentaux. Les premiers utilisent des caractères orthodoxes, byzantins, l'alphabet cyrillique et les derniers tendent vers l'Ouest, la religion s'est centralisée à Rome, l'alphabet se compose des lettres romaines.

La Chrétienté existe surtout dans le Nord mais elle ne s'arrête pas aux bords de la Save et le territoire serbe s'étend de Miskolc-Eger jusqu'à Ráckeve-Komárom. Avec cette extension, l'esprit local nationaliste se fortifie : « les Athènes serbes » se constituent et la Voïvodine devient la porte vers l'Europe à la fin du 19^e siècle. En même temps, la Croatie reste entièrement catholique.

L'Illyrisme a aidé cette région à se détacher des Ottomans. Pour la Croatie le Compromis de 1868 était un pas significatif, aux termes duquel la Hongrie est devenue son pays partenaire, et après cela celui-là a connu un développement économique rapide.

La Serbie et Crna Gora (le Monténégro) obtiennent leur autonomie et leur développement économique commence à augmenter ; tout cela résulte de la guerre russo-turque de 1877- 78. La Macédoine reste sous le pouvoir de l'Empire Ottoman jusqu'en 1913. C'est seulement en 1912 que l'autonomie de l'Albanie est proclamée.

L'Islam - dont le rôle n'est pas négligeable pendant l'adhésion- commence à se répandre d'une façon spectaculaire dans les années 1450 et là, à l'opposition de la Hongrie, la présence ottomane va avec l'emprunt de cette religion. L'occupation turque commence par la bataille de Rigómező de 1389, dont on préserve des mémoires néfastes, et se termine par le congrès de Berlin de 1878. La Turquie actuelle naît après la Première Guerre mondiale, avec la disparition de l'Empire Ottoman.

À cause de la pauvreté de ce territoire, la proportion des Juifs qui s'y installent, est basse bien qu'ils fuissent l'Espagne (Séfarade) et l'Allemagne (Ashkénaze) mais en un nombre faible. Presque

exclusivement ils se logent dans les grandes villes et leur présence a une influence importante sur les affaires, principalement sur le commerce et sur la sphère financière, qui étaient jusqu'à ce moment-là sous-développés.

Tableau : les informations principales sur les pays de la région des Balkans de l'Ouest. Pays, territoire, population (mille personnes), Revenu National Brut par personne (basé sur le PPP). Sources : statistiques nationales.

1. Tableau : *Les détails les plus importants des pays de la région des Balkans de l'ouest*

Pays	Superficie (km ²)	Population (mille personnes)	RNB par personne (basé sur le PPP, USD)
Albanie	28 748	3 639	6 825
Bosnie-Herzégovine	51 129	4 613	6 418
Croatie	56 542	4 489	14 768
Kosovo	10 887	1 805	1 956
Macédoine	25 713	2 115	2 478
Monténégro	14 026	672	3 212
Serbie	77 474	7 379	6 745
Turquie	780 580	71 517	11 022

En Istanbul le marché des esclaves existe jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Dans la plus grande partie de la région l'abolition de l'esclavage se réalise en 1920 (!) et la formation de la classe ouvrière industrielle et celle de la bourgeoisie commence très difficilement. L'Albanie reste la région la moins développée de l'Europe jusqu'à l'effondrement de l'ex - Union Soviétique. La plupart des territoires asiatiques de la Turquie sont sous le niveau albanais même de nos jours. Les plans albanais et yougoslaves de 1 - 3 - 5 ans contenaient des idées grandioses pour l'établissement de l'économie moderne, et au niveau de l'industrialisation ils rapportaient les résultats quantitatifs expectés. Avec des différences mais presque de la même façon : en Yougoslavie les plans étatiques n'étaient jamais obligatoirement ordonnés, la relation entre demande - offre donnait le cadre de la production et de la vente des entreprises qui fonctionnaient avec autoadministration. La gestion des industries était procurée au comité de la société et non pas aux chiques d'apparat ; cela a des effets significatifs sur la privatisation de nos jours aussi. La productivité du travail était encore plus basse dans la deuxième moitié des années 1950 qu'avant la Seconde Guerre mondiale. Il n'y avait pas de plans d'état préparés pour l'industrie turque mais, comme le résultat de la hausse dividende du capital national et aussi à cause des poutsches militaires (quatre décennies - quatre poutsches), sa politique économique n'était pas différente de celle de ses confrères balkaniques.

La libération de la région balkanique de l'Ouest a été effectuée avec un minimum d'aide russe après la Seconde Guerre mondiale. Comme l'Albanie, la Yougoslavie a été omise de la construction du Commerce Commun Européen et de cette façon leur commerce, avec celui des autres pays socialistes, est insignifiant. La distanciation politique de Josip Broz Tito du block soviétique a été réalisée par des mesures économiques : le capital occidental apparaît dans l'économie yougoslave et dans les années 1950, en valeur actuelle de l'époque (!) des sociétés américaines et européennes investissent deux millions de dollars. La première initiative de l'intégration des Balkans de l'Ouest se naît. Après 1948 quand la relation entre la Yougoslavie et Moscou, et de cette manière les autres pays socialistes, s'empire, la recherche de nouvelles méthodes mène à un accord militaire qui se réalise en 1951. Et, après cela, Tito signe un contrat de coordination avec les États - Unis et, en 1953-54, en collaboration avec la Grèce et la Turquie, on a créé le Pacte Balkan qui est en relation avec l'OTAN.

La relation entre la Yougoslavie et Bruxelles a aussi changé : elle avait un contrat de coordination avec le Marché Commun depuis 1971, cela a été renouvelé en 1980 et, contrairement aux amis de Moscou, elle a reconnu la Communauté Européenne comme son sujet international. Il n'est pas négligeable que, à l'époque, le nombre des manœuvres travaillant à l'Europe de l'Ouest a apporté beaucoup de bénéfices pour l'État : en rentrant chez eux ou bien en emmenant leur savoir - faire de niveau élevé. Depuis, le permis d'entrée a changé : de nos jours, excepté la Croatie et la Serbie, les citoyens des Balkans de l'Ouest ont besoin de visa pour entrer au territoire de l'UE.

Grâce aux abondantes ressources minérales de cette région, la métallurgie a connu un fort développement dans la seconde moitié du 19^e siècle, et surtout la métallurgie des métaux non ferreux. En Yougoslavie les chantiers les plus importants de fabrication du fer et de l'acier se sont installés en Bosnie - Herzégovine et en Croatie. Et ceux du cuivre, du zinc, du plomb et de l'aluminium étaient plutôt en Serbie. Dans les années 1950 le développement de l'industrie mécanique a démarré et cela concernait en première place les véhicules

du transport public (fabrication des bateaux, des compartiments). À Rijeka (Fiume), à Sisak et à Brosanski Brod on a établi des raffineries. En Albanie et en Turquie la raffinerie, la production du ciment et la métallurgie des métaux non ferreux (celle du cuivre et du chrome) sont devenues significatives. Excepté la Turquie, dans les années 1990 la grande industrie a chuté partout et il n'est rien resté au lieu de cela. En ex – Yougoslavie la production du textile était la branche de l'industrie légère la plus importante qui a été remplacé en Croatie. Avec l'apparition des produits de masse de prix bas venant de la Chine, cela a été annihilé comme dans les autres pays européens aussi. C'est seulement après la guerre civile, c'est-à-dire de nos jours, que la modernisation de l'industrie légère a été démarrée. On voit apparaître la fabrication des pièces d'outillage de l'ordinateur, l'assemblage de la mécanique de précision, etc. En Turquie, grâce aux salaires bas, une partie des firmes de textile a été conservée en Anatolie Centrale ; le centre de la production du tapis reste Izmir (Smirne) et l'intérieur de l'Anatolie.

Ceux qui veulent s'adhérer à l'UE doivent accomplir beaucoup de tâches. Si on regarde les conditions de l'extension précédente, on voit que Bruxelles attend beaucoup plus des nouveaux candidats. Les acquis communautaires contiennent de plus en plus de règles, de décrets, de contrats internationaux, etc. La plupart des pays candidats doivent s'occuper non seulement des facteurs politico-économiques mais aussi de la politique de paix, des problèmes de frontière, de la reconstruction, de la transformation post-communiste, de l'installation de l'économie de marché, de la compétitivité et de l'instauration du développement durable.

Cela revient à dire que les pays de la région n'ont aucune chance réelle que l'UE du point de vue politique et économique. La participation à l'OTAN a de l'importance stratégique et politico- sécuritaire. Le modèle russe n'est plus actuel, seulement en Serbie il y a de la chance de sa résurrection mais dans des cadres nouveaux.

La région est en constant mouvement. L'exemple de Kosovo l'illustre très bien : sur ce territoire juste après la Première Guerre mondiale, la proportion des minorités serbes et albanaises était égale. Bien que les Serbes considèrent ce terrain la crèche de leur identité, cette proportion a beaucoup changé : le 80-90 % est de la minorité albanais. En ce qui concerne l'économie il y a des changements aussi. Tandis que dans le monde yougoslave « classique », la différence au niveau du développement était 1 : 2 entre la Macédoine et la Croatie, basé sur le Revenu National Brut par personne, ce même indice était 1 : 3.5 en 2009 (source : HVG, 2010.).

Le principal dada de l'UE est la corruption dont la proportion est haute dans l'économie de chaque pays de cette région. Cela peut s'expliquer par le salaire bas des fonctionnaires et des fonctionnaires de l'État et aussi par la tradition. La diffusion du bakchich était évidente pendant plus de 500 ans et ne confrontait aucune règle morale. La Croatie est la meilleure de ce point de vue, elle était à la 64^e place sur la liste internationale de Corruption Perceptions Index en 2008, qui est meilleur que le niveau bulgare.

La méfiance parmi les nouveaux pays est grande. De nos jours sur l'autoroute « Fraternité et union » on a établi des stations frontières tandis que dans les temps de Tito on pouvait l'utiliser sans restrictions. Au Tribunal International de la Haye la Croatie et la Slovénie ont lutté ensemble contre la Serbie car selon eux, cette dernière ne mérite pas la garde du Kosovo indépendant depuis 2008. Ni la Bosnie-Herzégovine, ni la Serbie n'ont reconnu Kosovo jusqu'ici, mais la Serbie exige des territoires bosniaques et croates. La baie de Piran est trop petite même pour un lac mais la Croatie et la Slovénie luttent l'une contre l'autre pour son accaparement, cette dernière a veto l'adhésion de la précédente.

Le nombre de la population se varie d'un pays à l'autre dans cette région. La Turquie avec ses 72 millions d'habitants peut montrer une main-d'œuvre dans une plus large quantité que le Kosovo avec sa population de 700 mille personnes. En ce qui concerne la qualité (qualification, compétence, aptitude, personnes diplômées) les proportions sont les mêmes mais, en les comparant à l'effectif européen, celui des pays de la péninsule balkanique est faible et sous éduqué. Le nombre des Croates et des Albanais est presque égal (4 et 3 millions de personnes en 2007) mais du point de vue de la qualification il y a de grandes différences. Par exemple en Croatie le 95 % des jeunes de 20-24 ans finissent l'enseignement secondaire, tandis qu'en Albanie cette même proportion est seulement 45 %. L'échelle des personnes diplômées est basse dans chaque pays ; elle reste derrière non seulement du 30 % des Européens mais, excepté la Croatie, elle n'atteint même pas le 10 %.

Il y a maints territoires avec une population rare, excepté le Kosovo, la densité de la population est plus basse qu'en les 27 pays de l'UE. En province il n'y a pas d'industrie, l'agriculture n'est suffisante même pas pour la subsistance de tous les jours. En dehors des villes il n'y a pas de services et, de cette manière, il n'y a non plus de possibilité de travail, la navette devient impossible faute du transport. La qualité de vie est mauvaise ; l'espérance de vie est 76 ans chez les hommes et 81 ans chez les femmes dans l'UE. Aucun des pays de cette région n'a pas de résultats similaires, la meilleure est la Croatie avec ses 72 et 79 ans, tandis que les habitants du Kosovo ont l'espérance de vie la plus basse : 67 et 71 ans.

La proportion de ceux qui travaillent dans le secteur privé est relativement basse : 58 % en ce qui concerne cette région mais elle est haute dans l'UE : 78 %. La participation du secteur d'État est grande en Turquie, en Albanie et dans les autres pays de l'ancienne Yougoslavie. Le plus grand problème est la sous-qualification qui a des effets néfastes sur leur compétitivité. Les salaires bas et la capacité de travail superflue sont en vain car l'effectif est difficilement éducatif même pour la main-d'œuvre. Dans la région seulement le 30-55 % des personnes actives travaillent, il n'y a que le Kosovo au-dessous de cela avec son 28.7 %. La meilleure est la Croatie avec 55.4 %. À côté des travailleurs actifs peu nombreux, il y a une large couche de personnes à charge qui est un grand problème pour chaque gouvernement. Des cours de formation professionnelle sont rares. Tandis que dans l'UE le 10 % des habitants de 25-64 ans participe à ces cours (au moins 4 semaines par an), cette proportion est 2 % en Turquie et en Croatie, et elle n'atteint que ou même pas le 0.5 % dans les autres pays des Balkans.

La plus grande partie de la main-d'œuvre a quitté le pays à cause de la guerre civile balkane et elle n'est pas rentrée. Cela concerne surtout la main-d'œuvre compétitive et bien qualifiée, les ouvriers et les diplômés. Voyant les grandes différences entre les salaires, il n'est pas probable qu'ils reviennent dans l'avenir proche. L'émigration est présente mais dans une mesure insignifiante et concerne surtout les pays nouvellement formés : le Monténégro et le Kosovo. Les contrats de visa et de la reprise signés avec l'UE contribuent au fait que l'émigration de la main-d'œuvre change. Des accords commerciaux et économiques des années 1990 entre les pays de la région et l'UE définissent le cadre juridique général. Le tournant décisif était l'an 2000 quand les changements croates et serbes ont diminué le risque du terrain et l'intégration européenne est devenue importante pour ces pays aussi. C'est aussi en 2000 qu'on a accepté l'Accord de Stabilisation et d'Association, l'ASA, lors de la rencontre au sommet de Zagreb, dans lequel le commerce international joue un rôle important.

Les accords commerciaux entre les Balkans de l'Ouest et l'UE sont disproportionnels en faveur du premier. Le Conseil de l'Europe avec son décret de l'an 2000 permet à ces pays que le 95 % de leur export entre au territoire de l'UE exempt de douane. L'UE démolit les barrières rapidement pour que ses pays partenaires puissent fortifier leur propre économie et, de cette manière, elle diminue le risque de l'effondrement des branches qui sont atteintes brusquement par la compétition. Cette disproportion diminue de plus en plus et disparaît avec l'adhésion.

Si on analyse les indices du commerce international, on voit que les pays de la région des Balkans de l'Ouest sont dans une situation plus pire que les pays de l'Europe Centrale et ceux de l'Europe de l'Est. Dans cette décennie la vitesse de l'extension est au-dessus de 10 % concernant l'exportation et l'importation. Dans la dernière décennie elle a dépassé même le 15 %. Les conditions ont changé aussi : l'UE est devenue le partenaire du commerce international le plus important de cette région du point de vue de l'exportation (64.2 %) et de l'importation (62.3 %) aussi. Mais inversement cela n'est pas vrai. Pour l'UE le commerce avec les Balkans de l'Ouest est insignifiant, le 0.9 % de son importation et le 2.3 % de son exportation vient de ce territoire (Eurostat, 2009). La raison est que la quantité exportable des produits des Balkans est très petite et cela limite leur possibilité de l'importation.

Parmi les pays des Balkans de l'Ouest la Croatie est le plus grand partenaire commercial de l'UE, et le plus petit est probablement le Kosovo (on ne dispose pas de détails de ce dernier). La proximité géographique et l'attachement historique définissent décisivement les relations du commerce international. L'exportation de l'UE arrivant à cette région concerne en première place les machines et les équipements, après cela viennent les véhicules et les produits chimiques. La plus grande partie de l'exportation des pays des Balkans est aussi de produit œuvré. Ce dernier groupe se constitue de trois grands compartiments : des vivres, des produits de l'industrie de textile et du métal (le fer, l'acier et métaux non ferreux). Ce trois types de produits constituent le tiers de l'exportation. Tous les trois sont des productions « délicates » et c'est pourquoi elles causaient des problèmes lors de l'extension de 2004 et de 2007. Le déficit commercial de ces pays est en augmentant, car ils ne pouvaient pas bénéficier des avantages de la libéralisation disproportionnelle du commerce.

Le commerce international des Balkans de l'Ouest augmente depuis 2000 dans une plus grande mesure. Sa relation avec l'UE développe plus rapidement qu'avec les autres pays de l'économie mondiale. Leur attachement à l'UE est fort mais le commerce interbalkan est faible, c'est-à-dire, les pays de cette région ne pouvaient pas profiter des avantages de l'intégration régionale. Leur structure de production est similaire, excepté la Croatie, leur niveau de développement est le même et leur produits exportables sont les mêmes aussi.

Les pays qui veulent s'adhérer à l'Union Européenne (UE) sont petits, sauf la Turquie, non seulement du point de vue de leur territoire et de leur population, mais aussi du point de vue de leur pouvoir d'achat. Alors, le commerce extérieur a un rôle différé. Après l'ouverture vers l'Ouest les échanges des

marchandises internationaux ont augmenté, le taux de son surcroît est plus de 10 % partout. Entre 2000-2008, la Croatie a le taux de hausse de l'exportation le plus élevé (43 %) et l'Albanie en a le moins élevé (14 %). À cause de l'arrière-plan historique déjà connu, l'intégration locale en est à ses premiers pas. Bien que l'Accord de libre-échange centre-européen (ALECE) existe que les pays de l'Europe Centrale et de l'Est ont quitté, mais tous les pays des Balkans de l'Ouest en sont membres.

Il faut mentionner la réévaluation de la devise en ce qui concerne la balance commerciale. C'est le problème commun des pays de cette région, et qui peut être lié à l'instauration de l'économie compétitive, mais la différence entre l'inflation nationale et internationale doit être prise en considération aussi. Cette dernière n'est neutralisée par aucun pays par la dévaluation de la devise, car la priorité de la stabilité du prix est incontestable. L'hyperinflation des années 1990 est une réponse indiscutable à ce phénomène. La devise réévaluée, surtout quand elle est accompagnée des frais de production de plus en plus élevés, affaiblit la capacité d'attirer le capital des pays. Cela affecte négativement la fabrication et l'exportation des produits qui demandent de salaire. Cela est absolument évident dans le cas de la Croatie dont le niveau des salaires est haut.

La coopération régionale et la bonne relation parmi les pays voisins ont une position clé dans l'intégration européenne. Ces résultats atteints dans ce domaine fortifient la confiance et donnent des avantages concrets concernant la stabilité du territoire, les meilleures relations au-delà des frontières et l'infrastructure. Tout cela résulte en des bénéfices économiques : une croissance accélérée et plus d'investissements internationaux directs.

Aucun pays ne s'est remis des événements du passé récent et en dehors des conflits sociaux internes il existe des problèmes de frontière et des conflits de relation internationaux. En réalité, aucun pays de cette région n'est exempt de ces problèmes.

De l'évaluation réaliste des possibilités des Balkans de l'Ouest résulte le fait que l'un des moteurs, et peut-être, l'unique moteur, de la croissance peut être le développement régional du service-commerce. De nos jours le secteur tertiaire domine et cette proportion est en hausse. Lorsqu'en 2000 son intéressement moyen du Revenu National Brut (RNB) était 55 %, en 2006 c'était 59 %, ce même détail était 78 % à l'Union Européenne (EU). Il est évident qu'avec l'ouverture économique c'est non seulement l'échange des marchandises qui augmente mais celui du travail, du droit de propriété intellectuel et celui du savoir aussi.

L'une des pierres angulaires de la politique économique des Balkans de l'Ouest est l'encouragement de l'échange des marchandises et des services parmi les pays. Aux termes de l'accord de stabilisation et d'association (ASA) les deux parties installent une zone de libre échange conformément aux instructions de l'WTO et ils la réalisent dans une période de 7 ans, et qui est déjà entrée en vigueur. La suppression des obstacles administratifs est déjà commencé. Le service-commerce dépasse les relations de l'UE, l'WTO exige l'ouverture total. La Croatie, le Macédoine, la Turquie et l'Albanie sont déjà des pays membres de l'WTO et l'admission des autres est aussi préparée, alors tous les pays ont l'intérêt de maintenir les conditions du contrat international.

Le démarrage des réseaux du petit commerce internationaux et des entreprises franchises ont fait leur apparition dans la région. Les « Grands » européens sont présents dans presque chaque pays : Carrefour, C & A, Metro, IKEA, H & M, Safeway, Tesco, Subway, McDonald's, Plus, Ahold, Auchan, Billa, Burger King, Aldi, etc. ; ces entreprises multinationales se trouvent dans au moins un, mais plutôt dans plusieurs pays. Bruxelles attend beaucoup de la libéralisation de la télécommunication ; tandis que les pays membres de l'UE en dépensent le 2.6 % de leur RNB, aux Balkans et en Turquie cette proportion est au-delà de 4 %. Maintenant les tarifs de la télécommunication sont plus hauts partout dans la région que dans les pays de l'UE, les tarifs de l'appareil téléphonique à domicile aussi comme ceux du portable. Un accord roaming n'est présent qu'en Turquie. La bonne relation des pays voisins ne concerne pas que les membres de cette région. En harmonie avec la déclaration de l'UE de 21 septembre 2005 et les conclusions du conseil du 11 décembre 2006, la Turquie doit réaliser son engagement selon lequel elle doit appliquer le protocole supplémentaire de l'accord d'Ankara d'une façon totalement antidiscriminationnelle. Elle doit permettre aussi la libre circulation des produits et des services, et, de même, effacer les restrictions qui concernent les véhicules de transport de la République de Chypre. De plus, le but est la consolidation totale des relations bilatérales et aussi la normalisation de leurs relations politiques.

Il y aura de grandes possibilités dans la coopération régionale dépassant les frontières. L'instauration de ce type de chaîne de l'offre et celle des réseaux de production régionaux sont parmi les recommandations de l'UE et de la Banque mondiale. Leur but est de définir les régions économiques selon des besoins rationnels et non pas suivant les frontières artificielles. Le fait qu'il y a de plusieurs frontières sur le territoire d'une seule région doit être un circonstance secondaire. Cela est vrai au niveau de l'organisation du clastre : son

avantage le plus grand est la coopération des connaissances, des capacités, des entreprises locales et l'utilisation des avantages synergiques de celles-ci.

À l'avenir, il faut penser en régions et non pas en pays. Une auto-camion sur la route Salzburg-Thessaloniki doit passer 4 frontières et chaque pays a ses réglementations de douanes et sanitaires propres. En outre, on a besoin de 5-10 documents pour l'exportation et de 4-15 pour l'importation. À la locomotive de Kosovo il n'est pas permis de dépasser la frontière. L'abolition formelle des frontières raccourcit l'administration nécessaire par 2-3 heures, et la suppression des formalités douanières réduit le temps de la route de 4-8 heures.

2. Tableau : Le déficit de la balance des paiements courante en % du RNB

Pays	2007	2008
Albanie	8,3	8,3
Bosnie-Herzégovine	13,0	14,0
Croatie	8,5	9,0
Macédoine	2,7	6,8
Montenegro	37,0	32,7
Serbie	16,5	16,1
Turquie	5,7	6,7

Source : IMF World Economic Outlook, 2009

Le transfert privé a un rôle distingué dans la transformation de la balance des paiements courants dans les pays de la région qui revient, dans la plupart des cas, des retours des ouvriers travaillant à l'étranger. C'était la Turquie qui a commencé cela et la Yougoslavie socialiste l'a poursuivie. Les émigrations en masse étaient dans les années '60 et elles se sont dirigées en plus grand nombre vers l'Allemagne de l'Ouest, qui, à l'époque, combattait le manque du travail. Selon les estimations, 2 millions de Turcs habitent en Allemagne mais ils sont nombreux en Hollande, en France (au-dessus d'un million), en Belgique, en Italie et en Autriche. L'équipe yougoslavienne n'était pas moins petite non plus.

À propos des événements de la guerre civile des années '90, la migration de la zone s'est accélérée de nouveau. Quelques 2 millions de Bosniaques, 1 million d'Albanais, 1 million de Croates et 300 000 de Kosovo ont quitté leur pays natal. Les pays de but diffèrent : dans le cas des Albanais et des Bosniaques c'est la Grèce et l'Italie, pour les Croates c'est l'Allemagne. Selon ce même rapport de la Banque Mondiale l'Albanie reçoit 1.2 milliards, la Bosnie-Herzégovine reçoit 1.3 milliards, la Macédoine 0.9 milliard, la Serbie et le Monténégro reçoivent 1.4 milliards d'euro des virements bancaires des émigrés. L'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie et le Monténégro avec leur 10-20 % de leur Produit National Brut (PNB) sont parmi les premiers pays du monde en ce qui concerne l'ampleur des virements. Ce même indicateur est 23 % à Kosovo (cela ne contient que les transferts de banque, selon les évaluations les virements qu'on empoche dans le pays surpassent le 40 % du PNB).

La balance des paiements de la région a une autre spécialité. En prenant en considération les circonstances politiques bien connues, les aides financières signifient un item considérable, même en comparaison internationale. Leur dimension diffère, en cas de la Macédoine c'est le 3-4 %, à Kosovo c'est le 40 % du PNB. Le tourisme ne peut pas être dédaigné. Par la stabilisation des relations de la guerre civile il y a de plus en plus de personnes qui visitent les pays de la région, de plus, l'achat des terrains et des villas sur la côte a commencé. Il y a de plus en plus de hôtes et les touristes dépensent plus. La Croatie est le pays le plus favori mais le tourisme du Monténégro a augmenté de 23 % l'année passée au regard de 2006. Cela, les virements au pays natal et les aides financières contribuent notablement au fait que dans chacun des pays le manque de la balance des paiements est moins que celui du commerce.

Sans l'influx significatif du capital actif étranger le taux actuel de la balance du commerce et celle des paiements courants ne pourrait pas être maintenu en moyen terme. Les Balkans de l'ouest s'est revalorisé aux yeux des investisseurs étrangers. À cela contribue le fait qu'on a terminé la guerre civile, stabilisé le milieu politico-économique, établi le système juridique corporatif de type européen, la cadence de la croissance est rapide, on a freiné l'inflation, établi l'économie de marché. Ce sont tous des facteurs qui font la région plus attractive. Plus attractive et non pas attractive car aucun de ces pays n'a de grand marché rempli d'espérance, il n'y a pas de paradis de douanes, pas de travail qualifié, pas d'infrastructure développée pour les investissements, voire, le développement durable n'est pas assuré non plus et l'inéquilibre est aussi un grand obstacle.

L'exemption des douanes pour les produits des Balkans de l'ouest munie par l'Union Européenne (UE) peut aider la région à attirer les investissements directs et étrangers de capital qui sont très nécessaires. En outre, il est vrai dans tous les pays que le secteur bancaire et financier ont déjà été privatisés et ils ont parvenu en propriété étrangère. En considération de tout cela il est expectable que les investissements et les services se démarrent dans d'autres domaines et dans les segments bénéfiques de l'industrie. Bien que le capital étranger qui vient dans le pays soit en augmentant mais cela n'est pas encore suffisant en une comparaison internationale.

3. Tableau : Capital actif étranger dans les Balkans de l'ouest (million de USD)

Pays	2002	2003	2004	2005	2006	2002 – 2006	FDI par personne (USD)
Albanie	135	178	341	262	225	1141	365
Bosnie-Herzégovine	267	381	612	299	350	1909	489
Croatie	1123	2056	1224	1761	2000	8164	1837
Macédoine	77	96	157	100	280	710	349
Serbie és Montenegro	137	1360	966	1481	2450	6394	793
Serbie	na	na	na	1248	4348		
Montenegro				383	502		
Au total	1739	4071	3300	3903	5305	18318	365

Source : World Bank 2008, c'est-à-dire après la séparation du Montenegro et de la Serbie, Le Bureau statistique de Montenegro et le ministère de Finances de la Serbie

La source des Investissements directs à l'étranger (FDI – Foreign Direct Investment) est assez concentrée. Parmi les exporteurs du capital on trouve l'Allemagne à la première place, elle est suivie de l'Autriche, de l'Italie et de la Grèce. Parmi les nouveaux membres c'est la Slovaquie et la Hongrie qui apparaissent comme exporteurs de capital. Quelques petits pays sont intéressés, par exemple le plus grand investisseur en Serbie est le Luxembourg. Les États-Unis sont présents aussi. En même temps, le flux du capital s'est démarré des pays développés de la région envers les pays moins développés, et, de cette façon, en Bosnie-Herzégovine le deuxième exporteur du capital le plus grand est la Croatie.

La liste des réceptifs est concentrée aussi. Le ¾ du capital de 38 millions de dollars qui est revenu pendant la moitié de la décennie, entre 2002-2006, a été fourni à la Croatie, la Serbie et le Monténégro. Selon les détails de la Banque Mondiale, en 2006 la valeur du IDL a atteint les 5 753 millions de dollars. Selon des détails non définitifs cela augmentera jusqu'à 753 millions de dollars en 2007, et selon l'estimation de la banque, elle va atteindre les 6449 millions jusqu'en 2008.

Le but primaire des investisseurs étrangers – à côté du profit – est le gain du marché. Cela est vrai non seulement pour le secteur des services mais aussi pour les investissements industriels. L'exploitation des avantages du frais de production n'a pas encore été réalisée aux Balkans, qui vient du fait que les salaires sont bas, les frais de la production sont modérés (frais des opérations, énergie, etc.). Cela peut être expliqué par la mauvaise infrastructure et le manque de l'éducation. Disons que la partie non-qualifiée de la production, qui demande de salaire, vient de là et la réticulation des entreprises multinationales va suivre ce chemin. Il est probable – et les gouvernements des pays espèrent la même chose – que l'adhésion à l'UE va démarrer le processus, et, de cette manière, les relations diverses (commerciales avant tout) et économiques avec l'UE et la Hongrie.

*

Traduit par Anna Kranczicki